

POLITIQUE DE TRAITEMENT DES DONNEES ET POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE

La présente politique de confidentialité et de traitement des données vous informe sur la manière dont le Cabinet AD CONSEIL AVOCAT utilise et protège les informations, que vous lui transmettez, le cas échéant, quand vous utilisez le présent site, à partir de l'URL suivante : <https://www.avocatadjedj.fr/>

Veuillez noter que cette politique de confidentialité est susceptible d'être modifiée ou complétée à tout moment, notamment en vue de se conformer à toute évolution légale ou technologique.

Dans un tel cas, la date de mise à jour serait clairement identifiée en tête des présentes.

Ces modifications engagent l'utilisateur dès leur mise en ligne. Il convient par conséquent que l'utilisateur consulte régulièrement la présente politique de confidentialité, afin de prendre connaissance de ses éventuelles modifications.

ARTICLE 1 : PARTIES

La présente politique de confidentialité est applicable entre :

Le Cabinet AD CONSEIL AVOCAT SASU, SIREN N°832 479 349 000 17, dont le siège social est sis 34 Cours Aristide Briand 84100 ORANGE. Téléphone : +33 4.90.11.18.58. Email : didier.adjedj@avocatadjedj.fr

Ci-après dénommé AD CONSEIL AVOCAT,

Et toutes personnes se connectant au site,

Ci-après dénommé l'INTERNAUTE

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

« Contenu du site » : éléments de toute nature publiés sur le site protégé ou non par un droit de propriété intellectuelle, tels que textes, images, designs, présentations, vidéos, schémas, structures, bases de données ou logiciels.

« Internaute » : toutes personnes se connectant au site

« Site » : Site internet accessible à l'URL <https://www.avocatadjedj.fr/> ainsi que tous sites : sites miroirs, portails et variation d'URL y afférant.

« Client se présentant physiquement » : Tout client ayant pris rendez vous physiquement au cabinet AD CONSEIL AVOCAT

ARTICLE 3 : CHAMPS D'APPLICATIONS

La présente politique de confidentialité est applicable à tout internaute et tout client se présentant au cabinet physiquement.

A la simple connexion ou navigation sur le site emportera votre acceptation pleine et entière de la présente politique de confidentialité.

Par ailleurs, le fait de cliquer sur « *j'accepte* » dans le bandeau d'informations relatif aux cookies affichés sur le site, emporte votre confirmation de cette acceptation.

Vous reconnaissez du même fait en avoir pris pleinement connaissance, et les accepter sans restriction.

L'internaute reconnaît la valeur de preuve des systèmes d'enregistrement automatique de AD CONSEIL AVOCAT et sauf pour lui d'apporter la preuve contraire.

Par ailleurs s'agissant des clients se présentant physiquement au cabinet seul la régularisation du formulaire par lequel le client reconnaît avoir eu connaissance de la présente politique de confidentialité vaudra acceptation de sa part.

L'acceptation de la présente politique de confidentialité suppose de la part des internautes et clients qu'ils jouissent de la capacité juridique nécessaire pour cela et qu'ils aient au moins 16 ans, ou à défaut, qu'ils aient l'autorisation d'un tuteur ou d'un curateur s'ils sont incapables, de leur représentant légal s'ils ont moins de 16 ans, ou encore qu'ils soient titulaires d'un mandat s'ils agissent pour le compte d'une personne morale.

ARTICLE 4 : DONNEES PERSONNELLES

D'une manière générale, il vous est possible de visiter le site sans communiquer volontairement aucune information personnelle vous concernant.

En toute hypothèse, vous n'êtes en aucune manière obligés de transmettre volontairement ces informations à AD CONSEIL AVOCAT.

Néanmoins, en cas de refus, il se peut que vous ne puissiez pas bénéficier de certaines informations ou services que vous avez demandés.

A ce titre, en effet, AD CONSEIL AVOCAT peut être amené, dans certains cas, à vous demander de renseigner vos noms, prénoms, adresse, mail, numéro de téléphone, entreprise et fonction.

En fournissant ces informations, vous acceptez expressément qu'elles soient traitées par AD CONSEIL AVOCAT aux fins indiquées dans ce document, ainsi qu'aux fins rappelées à la fin de chaque formulaire.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD), AD CONSEIL AVOCAT fournit les informations suivantes :

A) Identité du responsable de traitement

Le responsable de la collecte des données traitées sur le site est AD CONSEIL AVOCAT SASU, SIREN N°832 479 349 000 17, dont le siège social est sis 34 Cours Aristide Briand 84100 ORANGE. Téléphone : +33 4.90.11.18.58. Email : didier.adjedi@avocatadjedi.fr

B) Usage et devenir des données collectées par AD CONSEIL AVOCAT

1. Données collectées

Lors de la navigation sur le site, vous consentez à ce qu'AD CONSEIL AVOCAT collecte les informations relatives :

- A votre utilisation du site ;
- Aux contenus que vous consultez et sur lequel vous cliquez ;
- A vos données démographiques ;
- A l'appareil utilisé et à son environnement logiciel ;
- A des traceurs, des balises web, des stockages web, des identifiants publicitaires uniques ;
- Aux données de connexion (horaires, pages consultées, adresse IP ...) ;
- Et/ou aux pages web visitées avant ou après l'utilisation du site

Les données collectées lors de la navigation font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité de :

- Engager des procédures judiciaires ;
- Vérifier l'identité des internautes et clients ;
- Assurer et améliorer la sécurité du site ;
- Développer, exploiter, améliorer, fournir et gérer le site ;
- Adresser des informations et contacter l'internaute et client, y compris par email, téléphone, notification PUSH
- Contextualiser et améliorer l'expérience de l'internaute ;
- Cibler les contenus publicitaires ;
- Eviter toutes activités illicites ou illégales ;
- Faire respecter les conditions relatives à l'utilisation du site ;

Les données collectées lors de l'utilisation du formulaire de contact ou de l'envoi d'un email font l'objet d'un traitement automatisé et ont pour finalité de :

- Exécuter les engagements contractuels ;
- Engager des procédures judiciaires ;
- Vérifier l'identité des internautes et clients ;
- Adresser des informations et contacter l'internaute y compris par email, téléphone et notifications PUSH ;
- Cibler les contenus publicitaires ;
- Eviter toutes activités illicites ou illégales ;
- Faire respecter les conditions relatives à l'utilisation du site ;

Les données collectées lors de la navigation ont pour base juridique l'intérêt légitime de AD CONSEIL AVOCAT, à savoir, réaliser une analyse des comportements sur le site et obtenir une sécurité et un fonctionnement amélioré du site.

Les données collectées lors de l'utilisation éventuelle du formulaire de contact ou l'envoi d'un email ont pour base légale d'un intérêt légitime d'AD CONSEIL AVOCAT, à savoir, fournir des réponses circonstanciées et des services juridiques de qualité aux internautes et clients.

Les données collectées sont consultables uniquement par AD CONSEIL AVOCAT, et le cas échéant par l'Avocat en charge du dossier de l'internaute, dans les limites strictement nécessaires au traitement du dossier.

Ces données, que ce soit sous forme individuelles ou agrégées, ne sont jamais rendues accessibles à un tiers.

Les données personnelles collectées lors de la navigation sont conservées pendant une durée raisonnable, nécessaire à la bonne administration du site et pour un maximum de 12 mois.

Les données personnelles collectées lors de l'utilisation éventuelle du formulaire de contact sont conservées pendant la durée de la relation contractuelle, et jusqu'à 5 ans, or comptabilité, après la fin de la mission au profit de l'internaute ou du client pour les données, afin de répondre à une éventuelle mise en jeu de la responsabilité et pour répondre aux obligations déontologiques relatives au conflit d'intérêt, et les pièces comptables sont conservées pendant 10 ans pour répondre aux éventuels contrôles fiscaux et sociaux.

Passé le délai de conservation, AD CONSEIL AVOCAT s'engage à supprimer définitivement les données des personnes concernées.

Les données personnelles sont conservées dans des conditions sécurisées, selon les moyens actuels de la technique, dans le respect des dispositions du règlement général pour la protection des données et la législation nationale en vigueur soit sur un serveur sécurisé situé en France, après que les données aient été cryptées, soit, pour les données figurant sur papier dans une pièce sécurisée à accès limité.

2. Respect des droits

Vous disposez des droits suivants concernant vos données personnelles, que vous pouvez exercer en nous écrivant à notre adresse postale ou en nous adressant un email :

Vous avez la possibilité d'accéder à vos données personnelles qui vous concerne.

En raison de l'obligation de sécurité et de confidentialité dans le traitement des données à caractère personnel, qui incombe à AD CONSEIL AVOCAT, votre demande sera uniquement traitée si vous rapportez la preuve de votre identité, notamment par la production de votre titre d'identité valide ou d'une photocopie signée de votre titre d'identité valide, tous deux accompagnés de la mention :

« J'atteste sur l'honneur que la copie de cette pièce d'identité est conforme à l'original. »

Fait à,

Le », suivi de votre signature.

Vous avez la possibilité de demander la rectification, la mise à jour, le verrouillage ou encore l'effacement de vos données personnelles, qui peuvent s'avérer le cas échéant inexactes, erronées, incomplètes ou obsolètes.

Vous pouvez également définir les directives générales et particulières relatives au sort des données à caractère personnel après votre décès.

Le cas échéant, les héritiers de toute personne décédée peuvent exiger de prendre en considération le décès de leur proche et/ou de procéder aux mises à jour nécessaires.

Vous avez la possibilité de vous opposer à un traitement de vos données personnelles. Pour ce faire, il suffit de nous écrire, soit par lettre soit par mail.

Vous avez le droit de recevoir des données personnelles que vous avez fournies dans un format transférable sous réserve des règles applicables au secret professionnel, qui s'impose aux Avocats.

AD CONSEIL AVOCAT s'engage à répondre à votre demande d'accès, de rectification, d'opposition ou toute autre demande complémentaire d'information dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser un mois, à compter de la réception de votre demande.

Si vous considérez que AD CONSEIL AVOCAT ne respecte pas ses obligations au regard de vos informations personnelles, vous pouvez adresser une plainte ou une demande auprès de l'autorité compétente, à savoir, en France, la CNIL.

3. Transfert des données collectées

AD CONSEIL AVOCAT vous informe que nous avons recours à des prestataires habilités à faciliter le recueil et le traitement des données, que vous nous avez communiquées.

Ces prestataires peuvent être situés en dehors de l'Union Européenne et ont communication des données collectées sur le site.

AD CONSEIL AVOCAT s'est préalablement assuré de la mise en œuvre par ses prestataires de garanties adéquates, de sécurité et du respect des conditions strictes en matière de confidentialité, d'usage et de protection des données.

L'internaute consent à ce que les données collectées soient transmises par AD CONSEIL AVOCAT à ses partenaires, pour qu'elles fassent l'objet d'un traitement dans le cadre des services tiers, à savoir :

- Google analytique, dont le siège social est situé aux USA, qui élabore des statistiques commerciales afin de générer des rapports sur les interactions des internautes.
Adresse : www.google.fr/intl/fr/policies/privacy
- Google adwords, dont le siège social est situé aux USA, qui réalise des opérations relatives à la prospection afin d'analyser la provenance et les comportements des internautes, et d'afficher de la publicité ciblée sur les sites et les applications tierces.

- Politique de confidentialité : www.google.fr/intl/fr/policies/privacy
- Secib, dont le siège social est en France, éditeur de logiciels spécialisés Avocats
Politique de confidentialité : www.secib.fr
 - Sas connectel, dont le siège social est en France, hébergement du domaine, sauvegarde des données
Politique de confidentialité : www.connectel.fr
 - **Asio Expertise**, situé en France, à AVIGNON, Expert-comptable en charge de la comptabilité

L'internaute consent également à ce qu'AD CONSEIL AVOCAT communique les données collectées à toutes personnes sur requisição d'une autorité étatique, ou sur décision judiciaire, sous réserve des règles applicables aux Avocats en matière de secret professionnel.

L'internaute consent à ce que les données personnelles soient transférées à des tiers, tels que des Huissiers, des Experts, des Greffiers ou des Juges, dans le cadre de l'activité habituelle d'Avocat de AD CONSEIL AVOCAT.

Le site ne contient pas de cookies, mais dans la mesure où ceux-ci seraient mis en place, AD CONSEIL AVOCAT s'engage à modifier ses conditions et en informer précisément l'internaute.

ARTICLE 5 : STIPULATIONS FINALES

Les présentes conditions sont proposées en français.

Les stipulations des présentes s'appliquent sous réserve du respect des dispositions impératives du Code de la Consommation contenant des clauses abusives dans le contrat conclu entre un professionnel et un consommateur.

La présente politique de confidentialité est soumise à l'application du droit français et de la réglementation européenne, notamment le règlement européen de la protection des données.

En vertu de l'ordonnance du 20 août 2015, tous litiges relatifs au présent contrat ou en relation avec celui-ci, devra être soumis au médiateur de la consommation de la profession d'Avocat :

Monsieur Jérôme HERCE, médiateur de la consommation de la profession d'avocat.
Adresse postale : 22 rue de Londres, 75009 Paris
Adresse email : mediateur@mediateur-consommation-avocat.fr
Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Dernière mise à jour effectuée au 1^{er} février 2019

